



7^e Sommet des Présidents de Parlement des pays du G20 (P20)

Les parlements pour les personnes, la planète et la prospérité

Palazzo Madama, Sénat de la République italienne
7 et 8 octobre 2021

Rome, Italie

Déclaration

Nous, présidents de parlement des pays membres et invités du G20, réunis à Rome les 7 et 8 octobre 2021, durant l'année de la présidence italienne du G20, à l'invitation des présidents des chambres du Parlement italien, adoptons par consensus la Déclaration conjointe qui suit:

1. Nous prenons acte que le G20, qui réunit les dirigeants des principales économies mondiales, représente une assise d'une importance fondamentale pour la construction du consensus international sur toutes les principales questions économiques et sociales de la planète et qu'il est fermement engagé dans la recherche de réponses coordonnées, équitables et efficaces, aptes à poser les bases pour un avenir meilleur et durable.

2. Nous reconnaissons les priorités de l'Agenda du G20, qui se concentre sur trois domaines d'action intégrés: les personnes, la planète, la prospérité. Nous considérons qu'il s'agit là de l'approche la plus efficace pour lutter contre la pandémie de Covid-19 qui a profondément bouleversé nos sociétés, en causant des nuisances profondes à l'économie, à l'emploi, aux systèmes de santé, aux relations sociales, à l'éducation, et en mettant en danger les perspectives de la population mondiale et notamment des générations les plus jeunes. Cette urgence est venue s'ajouter à d'autres grands défis de notre époque tels que les changements climatiques et la lutte contre les inégalités.

A – LES PERSONNES

A 1. Nous sommes convaincus que ce n'est qu'en assumant des responsabilités communes et en activant un processus de coopération au niveau international qu'il sera possible de lutter efficacement contre la pandémie et de donner l'élan à la reprise mondiale. Le multilatéralisme est l'instrument le plus efficace pour affronter des menaces communes à la communauté internationale, telles la propagation de la Covid-19, en tenant compte du fait que le G20 considère à l'unanimité que l'immunisation de masse est un bien public mondial.



A 2. Les progrès de la recherche médicale et les campagnes de vaccination intensives qui se déroulent actuellement doivent rapidement garantir des résultats positifs au niveau mondial afin qu'il soit possible d'envisager l'avenir avec confiance. À cette fin, dans un esprit de solidarité, nous devons faciliter un accès rapide, équitable et universel aux diagnostics, aux traitements et aux vaccins pour tous, ainsi que renforcer la capacité des systèmes de santé de réagir face à de futures crises de santé publique. Nous souhaitons que le G20 soit en mesure de stimuler encore davantage un engagement international afin que toute la population mondiale soit vaccinée, de façon équitable, inclusive et universelle, en tenant dûment compte des différents stades de développement des pays. La pandémie a souligné et accentué les inégalités qui existaient déjà dans l'accès aux soins de santé, aussi bien à l'intérieur des différents pays que d'un pays à l'autre, et qui créent des disparités dans les activités de prévention, de traitement et d'assistance. Nous exhortons le G20 et les gouvernements à prendre en compte le lien entre la santé, la croissance économique et la productivité, à mettre au premier plan les personnes et à tenir compte des urgences sanitaires publiques dans l'élaboration de toutes leurs politiques.

A 3. Nous sommes convaincus de la nécessité de protéger les groupes de population les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les travailleurs et les personnes âgées, et de promouvoir l'emploi et l'accès au travail digne. Nous soutenons le renforcement des filets de sécurité sociale pour les chômeurs, les travailleurs du secteur informel et les petites entreprises. Nous soutenons également la formation permanente, afin que la force de travail soit préparée à affronter des situations professionnelles qui se transforment rapidement. Nous considérons qu'il est essentiel d'acquérir des compétences et d'adopter des approches qui garantissent un travail digne à des personnes de tous les âges et notamment aux jeunes.

A 4. Nous espérons que le G20 renouvellera son engagement en vue d'encourager l'égalité des genres, notamment à travers la promotion d'opportunités d'emploi accrues et meilleures pour les femmes et la réduction de l'écart salarial de genre, par l'approbation de la Feuille de route pour atteindre et dépasser l'objectif de Brisbane. Nous sommes en outre favorables à l'engagement visant à promouvoir l'accès des femmes aux postes de direction et de décision. Nous appuyons avec détermination l'objectif de mettre fin à toute forme de discrimination à l'encontre des femmes et des filles ainsi qu'à la violence de genre. Nous sommes convaincus que l'égalité des chances entre les hommes et les femmes peut conduire à une plus grande prospérité et au développement durable. En tant que dirigeants parlementaires, nous nous engageons à garantir que nos parlements soient effectivement des institutions sensibles aux questions de genre.

A 5. Nous sommes fermement convaincus que la réalisation de la sécurité alimentaire est un objectif fondamental pour mettre un terme à la faim, réduire les inégalités et renforcer la cohésion sociale. Nous exhortons le G20 à considérer la sécurité alimentaire comme une priorité, en multipliant les efforts en vue de



promouvoir des systèmes d'alimentation durables et résilients, de garantir une nutrition sûre et adéquate pour tous, de mettre fin à toute forme de malnutrition, de préserver et rétablir l'agrobiodiversité, de prévoir des solutions fondées sur la science et l'innovation, en tenant compte des différentes situations locales, des différents modèles de consommation et traditions. Nous réitérons l'importance du commerce international en vue de garantir la sécurité alimentaire mondiale et la nutrition ; celui-ci doit être fondé sur un système commercial multilatéral ouvert, transparent, prévisible et non-discriminatoire et apte à respecter les règles de l'OMC.

N.B.¹

B – LA PLANÈTE

B 1. Nous lançons un appel au G20 afin qu'il continue à exercer un rôle de premier plan en faveur d'une rapide mise en œuvre de l'Agenda 2030 du développement durable. Nous réitérons que les objectifs de développement durable (ODD) représentent le parcours le plus efficace en vue de promouvoir un développement inclusif et durable et de favoriser la reprise après la pandémie. Nous allons intensifier nos efforts pour améliorer la capacité de nos parlements d'agir de façon concrète et ambitieuse afin de transformer ces engagements internationaux en réalités nationales. Les parlements devraient harmoniser leurs positions de premier plan, tant dans la phase de l'élaboration que dans celle de l'application des politiques, notamment dans l'accélération des ODD. Nous nous efforcerons également de renforcer la coopération et la solidarité internationales pour réaliser ces objectifs mondiaux. Le multilatéralisme et la mise en œuvre locale des ODD sont les deux principales stratégies à prendre en considération dans la promotion du développement durable.

Nous invitons les organisations multilatérales à considérer des modes et des instruments innovants en vue d'affronter la situation dans ces pays qui ont un bon niveau de performance environnementale mais qui sont endettés sur le plan financier ou qui ont la nécessité d'accéder au crédit international.

B 2. Nous sommes convaincus que la croissance économique et l'expansion des activités humaines dues à l'augmentation de la population doivent toujours être conjuguées avec les équilibres naturels, en garantissant à la planète un futur durable, conformément aux objectifs fixés par l'Agenda 2030. Nous soutenons une transition concrète vers des schémas de production et de consommation

¹ Réserve de la délégation turque:

“La communauté internationale devrait assumer des responsabilités accrues dans la gestion de la crise des réfugiés, dont la charge importante ne peut pas être laissée uniquement aux pays frontaliers. Afin de pouvoir prévenir les flux migratoires illégaux de manière durable, il faut des politiques qui garantissent des conditions de vie minimales sur le plan économique, politique et social dans les pays d'origine”.



durables, prévoyant – le cas échéant - une économie circulaire, apte à améliorer l'équilibre entre l'environnement, la création d'emplois et les opportunités d'entreprise. Tout cela jettera les bases pour un modèle de production qui repose sur une accélération des transitions vers une énergie propre, prévoyant l'emploi de sources d'énergie renouvelables et de technologies vertes. Nous considérons essentiel, comme l'a souligné la présidence actuelle du G20, d'évoluer vers des villes intelligentes et durables ainsi que de développer de nouvelles formes de transport et de mobilité.

B 3. Nous souhaitons que le G20 sera en mesure de continuer à mener la lutte contre les changements climatiques, dont les conséquences peuvent être dévastatrices pour le futur de la planète, ainsi que la tentative de réaliser les objectifs de l'Accord de Paris sur les politiques d'atténuation, d'adaptation et de financement climatiques, en toute cohérence avec les responsabilités communes et diversifiées, et les capacités correspondantes, selon les différentes situations nationales. Nous nous félicitons du fait que la Présidence actuelle du G20 a voulu souligner le lien entre le climat et l'énergie. Le sommet du G20 constituera en outre un événement essentiel dans la préparation de la 26^e Conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). Nous considérons que les parlements peuvent jouer un rôle de premier plan pour affronter ce défi mondial, comme cela sera souligné lors de la rencontre interparlementaire préparatoire sur la COP26 qui se déroulera à Rome immédiatement après le sommet des présidents de parlement.

B 4. Nous reconnaissons que le progrès technologique a occupé une place prépondérante dans nos vies dans différents domaines, parmi lesquels la vie sociale, l'économie et la culture. Les pays du G20 doivent absolument exploiter les avantages offerts par le progrès technologique, afin de contribuer à contrôler les conséquences des changements climatiques. Nous exhortons les dirigeants des pays développés à respecter leur engagement au sujet du transfert de technologies et du financement climatique. Nous encourageons les dirigeants du G20 à renforcer la coopération multilatérale dans l'adoption de nouvelles technologies afin de contribuer à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter et afin de garantir une plus grande résilience.

C – LA PROSPÉRITÉ

C 1. Nous encourageons les dirigeants du G20 à conduire la reprise mondiale, en dépassant la crise actuelle et en saisissant l'opportunité pour concevoir et réaliser une société mondiale plus équitable, durable et prospère. Nous devons continuer à soutenir les économies et à établir des plans permettant de créer des emplois, d'augmenter les investissements dans les infrastructures et de promouvoir l'innovation afin de soutenir les pays les plus vulnérables et les populations marginalisées, de telle sorte que nul ne soit laissé de côté. De surcroît, nous



continuerons à soutenir le système de commerce multilatéral et nous nous engagerons en vue de renforcer la résilience des chaînes de valeur mondiales.

C 2. Nous confirmons notre engagement qui vise à atteindre l'objectif de l'éradication de la pauvreté au niveau mondial et à réduire les inégalités. De vastes couches de la population mondiale restent exclues des avantages de la mondialisation et les inégalités, y compris au sein des pays développés, se sont encore accentuées au cours de l'urgence pandémique. Il nous faut donc promouvoir une croissance inclusive et durable dans laquelle l'augmentation de la productivité se conjugue avec la protection du travail des personnes, avec une juste rémunération du travail et une répartition équitable de la charge fiscale entre revenus financiers et revenus du travail.

C 3. Nous sommes convaincus que le lien entre la prospérité, la science et la société de la connaissance est indissociable. Nous souhaitons que l'école, l'université et les institutions de recherche soient au centre de tous les plans et des politiques de relance. Investir dans le capital humain et garantir un accès facilité aux parcours de formation et à l'acquisition des compétences sont des actions fondamentales pour promouvoir la croissance, le développement durable et l'intégration des sociétés. De ce fait, nous promovons l'intégration de la science et de la technologie dans l'engagement collectif visant à augmenter le bien-être et le niveau de vie sur le plan mondial.

C 4. La reprise mondiale devra se concentrer sur la révolution technologique et sur la capacité d'innovation. Nous devons donner une forte impulsion aux processus de numérisation, investir dans les nouvelles technologies, qui représentent des opportunités de développement et d'intégration, et œuvrer afin de réduire la fracture numérique. Nous devons exploiter pleinement le potentiel de la révolution technologique si nous souhaitons améliorer concrètement les conditions des citoyens dans tous les aspects de leur vie. Nous demandons que soit poursuivi l'engagement en faveur d'un environnement numérique ouvert et équitable et nous promovons le droit à la confidentialité. Par ailleurs, nous devons être vigilants quant à l'utilisation abusive des nouvelles technologies et aux conséquences négatives qu'elles peuvent avoir sur le bien-être humain, en définissant des principes et des cadres réglementaires visant à promouvoir un développement technologique fondé sur la centralité de la personne humaine.

D – LES PARLEMENTS

D 1. Nous sommes convaincus que les parlements doivent contribuer de manière substantielle à orienter les décisions du G20 et à suivre leur mise en œuvre. La voix de nos parlements doit être entendue dans les processus multilatéraux. Sur la base de l'expérience acquise ici à Rome et lors des précédents sommets des présidents de parlement (P20), nous réaffirmons notre engagement à coopérer avec le Sommet du G20 et nous l'invitons à reconnaître le Sommet des présidents de parlement (P20) comme la contribution parlementaire au processus du G20. À



notre tour, nous présenterons cette Déclaration conjointe à nos chefs d'État et de gouvernement respectifs.

D 2. Nous remercions le Sénat de la République et la Chambre des députés italiens d'avoir accueilli le 7^e Sommet des Présidents de Parlement du G20 et de leur accueil chaleureux.

D 3. En vue de l'imminente présidence du G20, nous formulons nos meilleurs vœux pour le prochain sommet de P20, qui sera accueilli par la Chambre des Représentants de l'Indonésie en 2022.

N.B.: Il est à noter qu'à cause de leurs rôles constitutionnels ou d'autres facteurs, certains présidents ne peuvent pas s'associer directement à des déclarations politiques de fond; il n'est donc pas assuré qu'ils puissent exprimer leur soutien spécifique à tous les articles. Toutefois, au nom de leur chambre, ils reconnaissent l'importance des questions soulevées et les intentions de leurs collègues de suggérer de possibles solutions.

Réserve de la Fédération russe:

“Selon la position de la Fédération, dans le présent document toute référence au ‘genre’ doit être considérée comme un concept basé sur le sexe. Par conséquent, la Fédération russe interprète l'expression ‘violence de genre’ comme ‘violence contre les femmes’”.